



DÉCLARATION OFFICIELLE

Par S.E. Amb. Minata Samate Cessouma,

**Commissaire à la santé, aux Affaires Humanitaires et
au Développement Social,**

Commission de l'Union africaine

A l'occasion de la commémoration de

**la Journée internationale contre l'abus et le trafic de
drogues (Journée mondiale de la drogue)**

26 juin 2023

26 juin 2023, Addis-Abeba : Je me joins au monde entier pour commémorer cette année **la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues**, également connue sous le nom de Journée mondiale de la drogue, sur le thème "**Les individus d'abord : mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination, renforcer la prévention**", qui intervient à un moment où le continent africain se trouve à la croisée des chemins en raison des défis importants liés à la drogue.

La consommation de drogue et les marchés de la drogue transcendent les cinq régions d'Afrique. Le continent connaît une augmentation du trafic de drogue et de la criminalité, de la consommation de drogue, du nombre de toxicomanes et des maladies évitables liées à la drogue et à la santé mentale, notamment chez les jeunes, les femmes et les populations à risque telles que les détenus des centres pénitentiaires.

L'Afrique n'est plus seulement une région de transit pour le trafic de drogues, mais un marché de consommation majeur. La consommation et la production locales de certaines drogues sont en hausse, ce qui entraîne des répercussions négatives sur la vie, la santé et le bien-être socio-économique des Africains. Le continent devient progressivement une plaque tournante du trafic et de la consommation des principales drogues dures. En outre, les drogues de synthèse et le cannabis deviennent un problème majeur en Afrique.

Les troubles liés à l'utilisation de substances psychoactives (TUS) font des ravages chez les individus, les familles et les communautés ; ils coûtent des vies, réduisent la productivité et pèsent sur les familles et les ressources. La toxicomanie doit être reconnue comme un problème de santé publique, nécessitant d'urgence des professionnels qualifiés et des investissements correspondants dans des services et des infrastructures de prévention, de réduction des risques et de traitement fondés sur des données probantes, et non comme un problème pouvant être résolu uniquement par des réponses politiques punitives. À cet égard, la Commission de l'Union africaine reconnaît l'engagement de la société civile et des groupes communautaires de tout le continent dans la campagne mondiale "Soutenir. Ne pas punir".

Le VIH et d'autres infections transmises par le sang, y compris l'hépatite, continuent de se propager rapidement en Afrique parmi les populations vulnérables et marginalisées, telles que les personnes qui s'injectent des drogues et dans les milieux carcéraux.

On assiste également à l'émergence d'une crise des troubles liés à l'utilisation de substances dans les situations humanitaires, en particulier dans le contexte de l'Afrique qui accueille un tiers des populations déplacées de force dans le monde en raison de conflits, de violences et de catastrophes naturelles. On estime à 32 millions le nombre d'Africains déplacés à l'intérieur de leur pays, réfugiés ou demandeurs d'asile.

Les données de la sentinelle de surveillance des drogues de l'Union africaine - le Réseau panafricain d'épidémiologie sur la consommation de drogues - montrent que 70% des personnes qui ont demandé un traitement pour des troubles liés à la consommation de substances psychoactives sur le continent en 2019 étaient âgées de 15 à 34 ans. Environ 2,3 % des personnes traitées étaient âgées de 10 à 14 ans, tandis qu'une personne sur huit ayant accédé à un traitement était une femme.

Il est donc impératif de maintenir une réponse équilibrée et globale aux défis de la drogue dans le contexte de ces crises sanitaires et humanitaires afin de protéger le droit à la santé des plus vulnérables - comme le prévoit le Plan d'action de l'Union africaine sur la lutte contre la drogue et la prévention du crime (2019-2025). Notre priorité reste de ne laisser personne de côté, même en temps de crise.

La Commission organisera un forum de haut niveau sur la lutte contre la consommation de drogues et les troubles liés à la consommation de substances chez les jeunes, les femmes et les enfants à Lusaka, en Zambie, du 8 au 10 novembre 2023. Une approche transformatrice et une action décisive sont plus que jamais nécessaires pour placer les personnes au centre des réponses politiques nationales en matière de contrôle des drogues par des investissements concrets dans l'architecture de contrôle des drogues, y compris la promotion de la santé des personnes, par un contrôle équilibré des drogues et l'extension des services fondés sur des données probantes pour faire face aux impacts sanitaires et sociaux de la consommation de drogues; le renforcement des mécanismes de lutte contre la criminalité organisée ; le renforcement de la collecte de données, de la recherche et de l'analyse afin de produire des éléments probants permettant un examen judicieux des réponses politiques et opérationnelles ; le renforcement des capacités et l'accréditation des professionnels de la prévention, du traitement et de la prise en charge de la toxicomanie ; démanteler les obstacles qui limitent la disponibilité des médicaments sous contrôle international à des fins médicales

et scientifiques ; et améliorer les connaissances des décideurs politiques en matière de contrôle des drogues.

Alors que nous commémorens la Journée mondiale de la drogue, permettez-moi de réaffirmer que la Commission travaillera avec ses États membres et ses partenaires internationaux pour:

- Donner aux jeunes et aux communautés les moyens de prévenir la consommation de drogues et les dommages qui y sont liés ;
- Renforcer l'éducation sur les troubles liés à la consommation de substances, les traitements disponibles et l'importance d'une intervention et d'un soutien précoces.
- Sensibiliser à l'impact négatif de la stigmatisation et de la discrimination sur les personnes qui consomment des drogues et leurs familles.
- Sensibiliser aux épidémies de VIH et d'hépatite parmi les personnes qui consomment des drogues, et étendre et renforcer les programmes de réduction des risques qui ont fait leurs preuves.
- Promouvoir des services volontaires fondés sur des données probantes pour toutes les personnes qui consomment de la drogue.
- Plaider en faveur d'alternatives à l'emprisonnement pour les délits mineurs et non violents liés à la drogue, tels que les traitements et services de proximité, et lutter contre la stigmatisation et la discrimination en promouvant un langage et des attitudes respectueux et non moralisateurs.

Ensemble, veillons à ne laisser personne derrière et jouons notre partition pour améliorer la santé, la sécurité et le bien-être socio-économique de tous en vue d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique.